

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article620>



À propos de l'Espagne

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : jeudi 1er novembre 2012

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Notre ami Jacky Eouzan, qui vient de passer plusieurs mois en Espagne, nous livre son analyse de ce pays en grave crise.

La construction européenne, et son corollaire la défense de l'euro, se poursuivent inexorablement au profit des puissances financières et au détriment des citoyens par un assujettissement toujours plus grand de ces derniers au profit des premières. L'inter-médiation d'une pratique institutionnelle non démocratique toujours croissante dans les domaines les plus divers est la marque de fabrique de cette construction européenne.

Monsieur Zapatero, précédent Premier Ministre socialiste du Gouvernement Espagnol a, au moment de son départ plus que prévisible au vu des sondages catastrophiques rendus publics préalablement aux dernières élections nationales, profité de ses derniers instants de Présidence pour faire voter, tant par la droite représentée par le « parti popular » que par la majorité du PSOE, la fameuse règle d'or que ni le peuple espagnol dans sa très grande majorité, ni l'autre opposition de gauche, ni certaines coalitions régionalistes, ne voulaient.

C'est bien connu le peuple, sauf dans les rares instants où l'on réclame institutionnellement ses suffrages, dans la plupart des autres moments qui engagent son avenir, le peuple, on l'ignore et on évite de lui demander son avis. En Europe, et dans beaucoup de pays, il en est du PS comme de la Droite qui, lorsqu'ils sont au pouvoir, suivent la feuille de route qui leur a été dictée par leurs maîtres de Bruxelles, sans en dévier d'une seule ligne, en dignes représentants du fonds de commerce des marchés financiers qu'ils sont. Sauf le fait d'une présentation formelle plus acceptable pour les naïfs ou ceux qui ont tout intérêt à fermer les yeux, aujourd'hui entre les droite et gauche dites de Gouvernement rien ne change ou plus exactement tout continue de s'aggraver et de se dégrader inexorablement pour la majorité des citoyens.

Aujourd'hui, après les quelques mois de Gouvernance de la droite au pouvoir représentée par Monsieur Raroy, l'Espagne est classée BBB par les agences de notation et le chômage a augmenté de plus de 500.000 personnes infirmant le thème majeur de la campagne électorale que Monsieur Raroy avait réalisée sur le thème de l'emploi. Seule bonne nouvelle, si l'on peut dire, la prime de risque des prêteurs a baissé depuis quelques jours et ce pour la première fois depuis dix huit mois anticipant sans doute l'annonce retardée de nouvelles coupes sombres dans les différents budgets du pays....

Des élections dans la tourmente

Annnonce retardée, car en Espagne nous sommes à la veille d'élections régionales importantes dont les premières viennent d'avoir lieu le 21 Octobre 2012 et vont s'échelonner sur plusieurs semaines. Aussi, Monsieur Raroy fait dans le virtuel afin d'éviter de mettre son parti et ses candidats régionaux plus en difficulté qu'ils ne le sont face à la situation économique dégradée. Aussi annonçait-il avec prudence une étude sur des « coupes virtuelles » dans les dépenses des différents budgets des Ministères de l'État qui viendraient s'ajouter à celles déjà en cours.

Virtuelles, car quelques jours après cette annonce avaient lieu le 21 Octobre les élections régionales au Pays Basques et en Galice et plus tardivement suivront les autres régions dont la Catalogne qui aujourd'hui fait trembler le pouvoir de Madrid.. Aussi Monsieur Raroy et son parti, tout en tentant de rassurer les marchés, ne pouvaient prendre le risque de perdre la majorité dans l'ensemble des régions, et tout particulièrement en Galice, région

conservatrice par tradition, dont est issu Monsieur Raroy.

Il faut dire que, dans certaines régions, les socialistes au pouvoir ont fait fort. Ainsi au Pays Basque, les socialistes lors de leur dernière mandature au pouvoir ont multiplié par 10 la dette régionale. Mais vouloir lutter contre certaines dérives locales et s'étonner, comme le fait aujourd'hui le PSOE, des conséquences de l'application de la règle d'or, il y a là la marque d'une hypocrisie indigne d'un parti qui se présente comme étant de gouvernement. Gageons, qu'en France, il en sera de même dans quelques mois de la part d'un parti qui vient de voter avec la droite la fameuse règle d'or dont l'application sera, au vu de ce qui se passe en Espagne, catastrophique pour le peuple comme pour le pays.

L'Europe, c'est la paix, surtout la paix sociale

Au moment où l'union européenne reçoit le prix Nobel de la paix, les nationalismes, et parfois les pires comme en Grèce, font leur retour en force partout en Europe. Si les membres du prix Nobel y voient et y consacrent un signe de paix, ils ont du oublier volontairement qu'au moment de la réunification de l'Allemagne, après la chute du mur de Berlin, l'Allemagne s'était engagée vis-à-vis de ses partenaires à ne pas toucher aux frontières de l'Europe et que, quelques semaines après sa réunification, elle avait de manière unilatérale, et sans en référer à ses partenaires, reconnue la Croatie à l'origine du dépeçage de la Yougoslavie et de la Guerre que l'on a connu dans cette région.

L'Europe c'est la paix ; non, l'Europe c'est aussi la guerre et ces simples rappels ne consacrent pas la paix, mais des hégémonies nouvelles ; j'y vois plutôt à terme un signe de rejet à l'égard d'une institution « l'Europe » qui ne fait plus rêver les peuples et qui place une majorité des peuples européens dans une défiance, sinon désespérée, du moins désabusée vis-à-vis de cette institution... On peut se demander jusqu'à quand la paix civile sera maintenue dans cette zone tant les peuples sont méprisés et volés dans leurs avoirs (privatisations) et dans leurs droits (remise en cause des droits sociaux).

En Espagne, et pour en revenir à la fameuse règle d'or, les conséquences de sa mise en application, se résument en des milliers d'expulsés qui chômeurs ne peuvent plus assumer les charges de leur logement et de leur famille et qui se retrouvent manu militari à la rue ; des jeunes qui quittent le pays comme dans les pires moments du Franquisme. On parle de plus de 21 % de départs depuis le début de cette année au regard des départs des années précédentes, des coupes sombres dans tous les budgets de l'État comme ce fut le cas avec la RGPP chez nous. Ces coupes sombres se résument dans la fonction publique par le blocage, voire la diminution des salaires, des retraites et des pensions, par la diminution des effectifs dans l'éducation, la santé, et autres institutions et bien sur le secteur privé en subit également le contre coup, sans parler de la diminution des services et prestations dans de nombreux domaines comme par exemple la santé. Aujourd'hui 12.700.000 Espagnols vivent sous le seuil de pauvreté dont 2.000.000 d'enfants. Dans le même temps, et depuis le début de la crise, les plus riches des espagnols, dont beaucoup sont à l'origine de la crise, ont augmenté leur fortune et leurs revenus jusqu'à 50% pour certains d'entre eux.

Aussi, face cette situation de plus en plus insupportable, il ne se passe pas une journée sans que des manifestations soient organisées un peu partout dans le pays. Le 15 octobre, plusieurs milliers de policiers municipaux, qui ont pratiquement les mêmes pouvoirs que la police nationale en France, ont manifesté à Madrid contre le blocage voire la diminution de leurs salaires et des effectifs. Même chose les jours précédents concernant les pompiers, les enseignants, les personnels des hôpitaux, des mineurs, des sidérurgistes, etc.. Pour exemple la région de Valence annonçait le licenciement de 3.000 personnes et 40% des emplois publics, et il en est ainsi dans toutes les régions d'Espagne. Dans le secteur marchand de nombreux professionnels font état d'une chute de près de 30% de leur chiffre d'affaires.

Dans le même temps, les familles menacées d'expulsion multiplient ces derniers jours les actions et manifestations contre les banques. Depuis lundi, une dizaine de familles campent devant le siège de Bankia à Madrid pour réclamer l'annulation de leur dette, et l'accès à un logement social. Pour ces familles, l'expulsion de leur logement ne signifie pas l'annulation de leur crédit immobilier. Ils devront continuer à payer. Les victimes de la bulle immobilière ont

investi vendredi après-midi la succursale de Bankia à deux pas de la Puerta del Sol à Madrid. Des actions similaires sont prévues à Madrid et Barcelone les prochaines semaines.

Selon les statistiques du pouvoir judiciaire, le rythme d'expulsions a atteint un record cette année avec une moyenne de 500 familles délogées pour impayés chaque jour, soit 20 % de plus que l'an dernier. Depuis juillet 2008, plus de 240 000 familles se sont retrouvées à la rue. Les chiffres du chômage qui a passé la barre des 25 % cette semaine n'augurent pas la baisse de ce chiffre. Ces expulsions ont conduit pour la première fois mardi dernier à un geste désespéré. José Miguel Domingo Aguila, marchand de journaux à Grenade, âgé de 54 ans, s'est donné la mort à son domicile le jour précédent la date de son expulsion.

La manifestation anti-régression sociale des 25 et 29 septembre qui s'est déroulée à proximité des Cortes (chambre des députés), chambre qui devait voter de nouvelles coupes sombres a été réprimée avec une violence inouïe. L'Europe, c'est la paix, comme disent ceux du prix Nobel, rappelant le 1984 d'Orwell. Une unité de police nationale appelée « Los antidisturbios... » s'est particulièrement distinguée lors de ces manifestations. On aurait cru que le régime de Franco était de retour, et manifestement cette unité de police indigne par son comportement d'une démocratie digne de ce nom a gardé une certaine culture de cette époque. Bref, au regard de cette répression, nos braves CRS font figure d'enfants de chœur.

À l'issue de cette répression qui a provoqué un vaste débat dans le pays, Madame Cristina Cifuentes, déléguée du Gouvernement conservateur (Parti Populaire) de Madrid, a proposé de « moduler » le droit de manifester. Quelques jours auparavant, le gouvernement central de Monsieur Raroy la précédait dans cette voie en anticipant les troubles sociaux et en criminalisant dans le nouveau Code Pénal les actions dites « illégales ».

La dérive répressive

Un syndicat de Magistrats « les juges pour la démocratie » s'inquiétait de cette dérive et se réunissait le 18 octobre à Albacete pour en débattre. Mieux, un juge courageux de Madrid Monsieur Santiago Pédraz près duquel étaient présentés les déferés et les incarcérés de la manifestation du 25 septembre relâchait tout le monde en motivant son arrêt par le fait « que lorsqu'on a une classe politique décadente il ne faut pas s'étonner d'avoir des manifestations et des manifestants ». Imaginez la stupeur des autorités devant les motivations d'un tel arrêt. Reste le fait que la magistrature espagnole me semble parfois plus libre et plus indépendante qu'en France.

Mais la nouvelle loi sur les actions dites « illégales » ne semble pas suffisante, Monsieur Ignacio Cosido, le Directeur Général de la Police, très gêné par les images de la répression policière de la manifestation du 25 septembre diffusées sur l'ensemble des chaînes de télévision du pays, qui contrairement à la France ne cachent rien, déclarait publiquement devant les chaînes de télévision qu'il voulait une loi interdisant la diffusion sur internet des images sur la police lors des répressions des manifestations et ce pour des raisons de sécurité des policiers. Bref, ce Monsieur ne réclamait ni plus ni moins face aux médias la mise en place d'une censure policière comme lors d'un bon temps passé pas si lointain.

Pour que tout reste comme avant, il faut que ça change

Le jeudi 18 octobre, et pour la troisième journée consécutive, dans plus de 70 villes d'Espagne, des dizaines de milliers de professeurs, enseignants, étudiants, élèves et parents descendaient dans la rue pour dénoncer les coupes dans le budget de l'éducation nationale.

Madame Esperanza AGUIRRE, dirigeante du parti populaire, et ex-Présidente de la région de Madrid et qui vient tout juste de quitter ses fonctions de Présidente de région, a voulu avant son départ s'offrir son jour de Gloire. Cette dame, au narcissisme très développé, annonce comme cadeau de départ la promesse de construction d'un futur «

Las Végas » européen dans le secteur de Madrid. À ce jour, il semble que personne ne sait véritablement comment va être financé cet investissement. A défaut d'un travail valorisant et épanouissant pour la jeunesse très diplômée de ce pays, les jeunes chômeurs pourront toujours espérer, si le projet va à son terme, devenir croupier ou serveur dans un hôtel.

Pendant que le premier ministre espagnol se réunissait en Roumanie avec les autres dirigeants de la droite européenne afin d'évoquer la future mise en place du contrôle bancaire et autres mesures de réductions des déficits publics, les syndicats espagnols appelaient à une journée de grève nationale pour le 14 novembre. Cette grève s'inscrit dans une journée internationale contre la politique européenne.

Le senior Raroy qui voyage beaucoup, se réunissait à Bruxelles avec ses autres collègues européens en espérant obtenir une aide pour ses banques en difficultés. Pas d'aides sans de nouvelles coupes budgétaires a répondu Madame Merkel. Revenu à Madrid, le senior Raroy qui faisait chevalier à la triste figure a déclaré qu'il n'en avait pas besoin et qu'il se contentait de la fameuse étude virtuelle... Jusqu'à quand ? La fin des élections régionales ?

En fait, dans les jours qui suivaient cette réunion, se déroulaient les élections en Galice, et Monsieur Raroy ne pouvait prendre le risque d'annoncer des mesures impopulaires dans une région qui compte pour le parti populaire où il est actuellement majoritaire et dont il est lui-même issu.

Le 21 octobre au soir, les premiers résultats des élections régionales tombaient. Ils étaient marqués, comme les derniers qui se sont déroulés en France, par un dégoût de plus en plus profond des citoyens, dégoût concrétisé par un absentéisme en hausse en Galice comme au Pays Basque au regard des précédents scrutins.

Malgré les mesures impopulaires prises par le parti populaire, les espagnols n'ont toujours pas pardonné au parti socialiste son adoption de la règle d'or. Aux résultats des premiers scrutins régionaux on constate que ce parti ne s'est toujours pas remis de sa déroute des élections nationales de 2011. Bien au contraire, le peuple espagnol a amplifié, malgré la crise et les mesures impopulaires prises par la droite au pouvoir, sa déroute lors des dites élections régionales.

Ainsi en Galice, le parti populaire de Monsieur Feijoo obtient 45,7% des voix et gagne trois sièges de plus que dans la dernière assemblée soit 41 députés.

Le Parti socialiste continue sa chute avec 20,5% des voix soit 9,7% de moins et perd 3 sièges.

Enfin, l'équivalent du front de Gauche représenté par l'Alternative galicienne de gauche obtient 14% des voix et obtient 9 sièges. Elle n'en avait aucun dans la précédente assemblée.

Au pays basque, se déroulaient les premières élections depuis l'annonce du cessez le feu de l'Eta, ces élections se déroulaient donc dans un climat plus serein que lors des scrutins précédents. La encore le parti socialiste mais également le parti populaire perdent des voix.

Le parti nationaliste basque, obtient 34,6% avec 27 sièges.

Bildu (indépendantiste de gauche) 25% des voix et 21 sièges.

Le parti socialiste (PSOE) 19, 1% avec 16 sièges, soit 9 de moins que dans la précédente assemblée. Le Parti Populaire 11,7% des voix (2,4%) avec 10 sièges soit 3 de moins que dans la précédente assemblée. Bref, les autonomistes et les indépendantistes sont maintenant au pouvoir et sont majoritaires dans cette région.

Pour Monsieur Raroy, le pire est à venir. Artur Mas, Président de la région Catalogne a annoncé qu'il organiserait un référendum pour l'indépendance de cette région. Les premiers sondages lui donnaient 72% de oui. L'Europe des régions est en marche.

À propos de l'Espagne

François Hollande aurait déclaré qu'il voyait venir la fin de la crise de l'euro, comme avant lui, VGE voyait le bout du tunnel de la crise. En fait, et depuis des décennies personne ne voit rien venir à l'exception des nantis, la seule chose que voient venir les citoyens, c'est la régression sociale continue. En France comme en Espagne, la récession rime avec la désintégration des États pour le plus grand profit de ceux qui trouvent à y gagner. Lorsqu'il y a moins d'État, moins de République et donc moins de régulation, entre le fort et le faible c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège.

Jacky Eouzan